A Toronto, le projet de « ville Google » en zone de turbulences

La province canadienne de l'Ontario veut revoir le partenariat noué avec une société sœur de Google pour développer une « smart city » futuriste

ur la rive du lac Ontario, à Toronto, «Google City» affronte des vents contraires. La société Sidewalk Labs, filiale d'Alphabet comme Google, développe depuis un an, dans la métropole canadienne, un projet futuriste de «smart city» truffée de capteurs, gérée grâce à une collecte massive de données numériques et des systèmes d'intelligence artificielle. Un aménagement porté par la province, la ville et le gouvernement canadien, associés dans l'organisme Waterfront Toronto, chargé de mener à bien la reconversion de vastes friches portuaires.

Or rien ne va plus entre la province et ses deux partenaires, en désaccord sur ce projet, baptisé Quayside. Le gouvernement progressiste-conservateur de l'Ontario, élu en juin, vient de limoger ses trois représentants au conseil d'administration de Waterfront Toronto, nommés par le gouvernement précédent, dirigé par les libéraux. Parmi les trois administrateurs remerciés figurent la présidente de Waterfront Toronto, Helen Burstyn, et son directeur exécutif, Michael Nobrega. Le troisième est le président de l'université de Toronto, Meric Gertler. La quatrième représentante de la province, la promotrice Julie Di Lorenzo, avait démissionné au mois d'août, estimant que le partenariat avec Google n'était pas «dans le meilleur intérêt » de Waterfront Toronto ni du Canada.

Le ministre provincial des infrastructures, Monte McNaughton, qui a dénoncé la pression du pouvoir fédéral en faveur de ce projet, a indiqué vouloir lui donner une nouvelle direction, alors que les doutes et les critiques se multiplient sur les conditions de l'accord passé avec Sidewalk Labs et la gestion des données dans le futur quartier.

Curiosité et inquiétude

La situation s'est dégradée mercredi 5 décembre, quand un rapport de la vérificatrice générale de l'Ontario – l'équivalent d'une cour régionale des comptes – a vertement critiqué la gouvernance de Waterfront Toronto et l'accord avec la filiale d'Alphabet, passé selon elle dans la précipitation. Le rapport demande au gouvernement provincial de « réévaluer » le

projet. « J'ai été choqué de découvrir que le conseil n'avait eu qu'une semaine pour examiner la plus importante transaction de son histoire avant d'être appelé à l'approuver », a critiqué M. Mc-Naughton, qui a prévenu qu'il « ne spéculerait pas sur ce qui arriverait à l'avenir » à la proposition de Google.

Depuis des mois, le monde de l'urbanisme observe avec une curiosité mâtinée d'inquiétude le développement de ce projet, première incursion à grande échelle d'un géant du numérique dans l'aménagement d'une ville. L'accord conclu entre Sidewalk Labs et Waterfront Toronto porte sur la création d'un quartier de 5 hectares, mais vise à terme la transformation en ville high-tech de

pas moins de 325 hectares de friches industrielles.

Sidewalk Labs a dévoilé en août les premières esquisses du futur quartier, des images rassurantes de petits immeubles en bois et de rues piétonnes. La filiale d'Alphabet se démène aussi pour rassurer élus et habitants, alors que la polémique perdure sur la propriété, l'utilisation commerciale et la confidentialité des données générées et gérées par le quartier. La société a déjà dépensé 32 millions d'euros pour cette première année d'expérimentations, d'information et de concertation.

En gage de sa bonne foi, l'entreprise avait recruté comme conseillère l'ancienne commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Ontario, Ann Cavoukian. Mais cette dernière a claqué la porte fin octobre, estimant que toutes ses recommandations en faveur de la confidentialité des données étaient ignorées et alertant sur le risque d'une «smart city de la surveillance». Quelques jours auparavant, une conseillère de Waterfront Toronto chargée de la stratégie numérique, Saadia Muzaffar, avait démissionné pour les mêmes raisons.

La municipalité de Toronto et le gouvernement canadien assurent continuer de soutenir Waterfront Toronto et se disent confiants sur le développement de Quayside. Mais les projets de Sidewalk Labs apparaissent désormais plus virtuels que jamais.

GRÉGOIRE ALLIX